

Reforme de la protection sociale pour les travailleurs informels en Tunisie

Recommandations politiques pour l'inclusion sociale

Annee : 2022 | Partenaires : ERF & TILI — Ford Foundation

Ce policy brief presente des recommandations concretes issues de la recherche menee conjointement par TILI et l'Economic Research Forum (ERF), financee par la Ford Foundation. Il s'adresse aux decideurs publics, parlementaires et organisations de la societe civile.

Message cle

L'extension de la protection sociale aux travailleurs informels est un impératif de justice sociale et une necessite economique. La Tunisie dispose des mecanismes institutionnels pour y parvenir, mais des reformes structurelles sont necessaires pour adapter le systeme aux realites de l'economie informelle.

Diagnostic : les obstacles actuels

- ✗ Cotisations calculees sur des revenus stables et previsibles — inadaptes aux revenus irreguliers des informels
- ✗ Bureaucratie excessive : 7 a 12 demarches administratives pour s'enregistrer
- ✗ Manque de sensibilisation : 68% des travailleurs informels ignorent leurs droits
- ✗ Absence de mecanismes de contributoon partielle ou progressive
- ✗ Stigmatisation sociale associee a l'informalite

Recommandations prioritaires

■ Cotisation progressive

Instaurer un systeme de cotisation proportionnel au revenu declare, avec un plancher minimal subventionne par l'Etat pour les travailleurs a faibles revenus.

■ Guichet unique numerique

Creer une plateforme en ligne unifiee permettant l'enregistrement, le paiement des cotisations et l'acces aux prestations en moins de 30 minutes.

■ Extension du statut AE

Elargir le statut d'auto-entrepreneur pour inclure une couverture maladie et retraite de base, financée partiellement par une taxe sur les plateformes numériques.

■ Sensibilisation de masse

Lancer une campagne nationale de communication sur les droits et les avantages de la formalisation, en partenariat avec les associations de travailleurs.

■ Fonds de solidarité

Créer un fonds national de solidarité pour les travailleurs informels en situation de vulnérabilité, financé par une contribution des entreprises formelles.

Impact attendu des réformes

